



Sushi zoulou et autres espoirs

La mondialisation n'a guère profité à l'Afrique

Kumi Naidoo

EN TANT qu'Africain, je ne peux guère militer contre la mondialisation : elle m'a fait découvrir le sushi. L'Afrique du Sud a fusionné ce mets délicat avec la viande crue dont le pays raffole et l'a fièrement baptisé «sushi zoulou». En théorie, la mondialisation est notre vision pour l'Afrique : l'intégration économique, technique et même culinaire, partout dans le monde. Cela peut signifier un partage de la responsabilité du bien-être de l'humanité.

Mais ce n'est pas la mondialisation dont nous avons été témoins en Afrique, qui enrichit une petite coterie aux dépens de la multitude. L'Afrique aujourd'hui est sous l'empire d'intérêts étrangers, qui s'emparent du contrôle interne.

Des règles injustes

À l'origine, les jeunes nations africaines espéraient que le Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay leur ouvrirait des débouchés dans le monde développé. Mais les élites économiques étaient favorables à des règles qui avantageaient les pays avancés — et forçaient les pays en développement d'Afrique et d'ailleurs à s'y conformer (Kumar, 2002). Les traités d'investissements bilatéraux et de libre-échange portés par les pays riches accrochés à leur domination faussaient l'espace de négociation.

Trente ans plus tard, les membres de l'Organisation mondiale du commerce ne sont toujours pas prêts à promouvoir une croissance solidaire et durable. L'échec du Cycle de Doha l'an dernier symbolisait le déséquilibre entre les pays développés et ceux en développement (Keating, 2015). Les règles qui protègent les pays industrialisés, d'où sont issus la plupart des auteurs de la réglementation, leur ont permis de devenir les géants qu'ils sont aujourd'hui. Mais ces pays ont besoin d'être approvisionnés constamment et, à l'instar des pays émergents, dont la Chine, ils s'attaquent maintenant aux ressources et aux marchés de l'Afrique.

La demande de ressources africaines a tiré la croissance économique du continent : plus de 5 % par an en moyenne au cours des dix dernières années. Mais elle a aussi donné lieu à des sorties de capitaux illégales qui étaient le fait de pays étrangers et de multinationales — 850 milliards de dollars entre 1970 et 2008 (CENUA, 2015).

Les politiques qui favorisaient cette croissance bienvenue ont creusé le sillon des inégalités et de la pauvreté. Pendant les dix dernières années de libéralisation des échanges et de hausse de la production globale, les inégalités internes se sont amplifiées (Ortiz et Cummins, 2011). La concurrence avec les travailleurs sur le marché international de l'emploi fait baisser les salaires, et la concurrence entre les pays peut se solder par des coupes dans les dépenses sociales et une fiscalité moins progressive.



Anciennement à la tête de Greenpeace et CIVICUS, Kumi Naidoo est Directeur de campagne du mouvement Africans Rising.

En dépit de l'amélioration des chiffres officiels de la pauvreté au cours des 50 dernières années, 48,5 % vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. La moitié d'un continent, soit un demi-milliard d'Africains, vit dans une pauvreté absolue, deux-tiers vivent avec moins de 4 dollars par jour, 90 % sont en-dessous du seuil de la classe moyenne, qui vit avec 10 à 20 dollars par jour.

Le revenu ne dit pas tout. Les Africains survivent avec si peu parce que deux-tiers dépendent entièrement de l'agriculture et n'ont aucun moyen d'améliorer leur sort. Et le loup est à la porte. Dans le monde entier, plus de 46 millions d'hectares de terres agricoles ont été achetés par des étrangers, pour la plupart en Afrique (Kachika, 2011). Cette mainmise sur les terres a exproprié de chez elles ou réduit en

esclavage sur leurs terres des millions de personnes et menace la sécurité alimentaire et la subsistance des Africains les plus pauvres.

Des milliards de perdants

Pour nous, la mondialisation a fait très peu de gagnants et des milliards de perdants, elle a fait augmenter le nombre de partenariats inégaux et les inégalités, a freiné le développement et a perpétué l'exploitation et l'exclusion. Les règles ne nous sont pas favorables, elles ne l'ont jamais été. Mais les gouvernements africains n'osent pas remettre en question le système, de peur de compromettre le bien-être financier de leurs économies.

Nous, Africains, devons nous lever et reprendre ce qui nous appartient — exiger de nos gouvernants qu'ils nous rendent d'abord des comptes, exposer la corruption, éradiquer la pauvreté et mettre fin aux inégalités tout en combattant le changement climatique et en faisant honneur à la beauté, la générosité et l'indulgence de notre continent. ■

Bibliographie :

- Kachika, Tinyade, 2011, Land Grabbing in Africa: A Review of the Impacts and Possible Policy Responses (London: Oxfam International).
- Keating, William E., 2015, "The Doha Round and Globalization: A Failure of World Economic Development?" (New York: CUNY Academic Works).
- Kumar, Pranav, 2002, "Impact of the Uruguay Round on the Multilateral Trading System," in The Reality of Trade: The WTO and Developing Countries (Ottawa: North South Institute).
- Ortiz, Isabel, and Matthew Cummins, 2011, Global Inequality: Beyond the Bottom Billion—A Rapid Review of Income Distribution in 141 Countries (New York: UNICEF).
- United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), 2015, "Illicit Financial Flows: Report of the High level Panel on Illicit Financial Outflows from Africa" (Addis Ababa).